

Manifeste pour une Ecologie Ethique et Radicale

Écrit par cvn

Samedi, 14 Janvier 2012 20:24 - Mis à jour Dimanche, 22 Janvier 2012 15:23

Pour obtenir un exemplaire papier: envoyer un chèque de 4 euros -port compris- à l'ordre de la CVN et l'adresser à :

Christian MAILLETAS
satelliam@wanadoo.fr

Le Bourg de Voeuil
16400 VOEUIL et GIGET

tel/fax : 05 45 67 82 93

L'écologie est la seule idée neuve du 20ème siècle.

Elle est portée, à travers la planète, par des associations, des partis politiques, des mouvements intellectuels très divers et parfois hostiles les uns envers les autres, au prétexte de nuances constituant cependant leur fructueuse diversité. Il existe, d'une part, une pratique écologiste qui consiste à agir de façon à détruire le moins possible et, d'autre part, une éthique écologiste, qui relève des idées, de la philosophie, de la morale ou de la politique. En principe, elles s'accordent.

LA CONVENTION VIE ET NATURE POUR UNE ECOLOGIE RADICALE qui agit sur le terrain par des actions judiciaires, des manifestations ou des interventions ciblées, entend assumer pleinement l'éthique écologiste fondée sur deux piliers essentiels proclamés par sa charte :

1) Responsabilité de l'Homme envers la Terre puisqu'il s'en est rendu seigneur et maître tant par sa science que par son explosion démographique. Il doit maintenant veiller en maître responsable à la préservation de la biodiversité, au maintien des équilibres planétaires, et cesser de se comporter en agresseur de ce qu'il appelle, bien abusivement, son environnement ou son patrimoine.

2) Réconciliation de l'Homme avec le Vivant :

Ce qui fonde le droit d'autrui au respect ne tient ni à son appartenance à un sexe, une espèce, une "race", une nation, un clan, ni à sa croyance en un dieu, mais à sa capacité à éprouver, comme nous, le bien-être ou la souffrance.

Notre pensée, qui conteste l'anthropocentrisme, n'est nullement misanthropique puisque le refus de la violence, de la cruauté, du mépris bénéficie à tous les êtres vivants sensibles, et donc aussi à l'Homme.

Par rapport à l'anthropocentrisme, on peut la qualifier de "biocentriste" dans la mesure où elle place le respect du vivant au centre de son système.

Ces fondements éthiques conduisent à combattre la dévastation de la terre, l'empoisonnement des sols, des eaux et de l'air, l'artificialisation du milieu naturel, tout acte de violence et de cruauté envers les humains et envers le monde animal. L'écologie n'est pas la nostalgie d'un bon vieux temps, d'un paradis perdu dont la science nous aurait expulsés, le regret d'un âge d'or qu'une quelconque régression permettrait de retrouver. Elle constitue au contraire le seul vrai progrès possible.

Une société écologiste ferait prévaloir l'être sur l'avoir, la préservation de la Nature sur le gain de production, le bien public sur la spéculation individuelle. La Nature mérite d'être sauvée pour ce qu'elle est et non pour l'intérêt immédiat de l'homme. Aucune espèce ne doit disparaître du fait de l'artificialisation de la terre, quand bien même cette espèce ne fournirait à l'humain ni molécule pour vaincre le cancer, ni occasion de profits mercantiles (touristiques ou marchands) Radicaux mais non sectaires, intègres mais non intégristes, amoureux de la Nature mais non fanatiques, nous devons analyser la société contemporaine pour y promouvoir un changement fondamental. A cette fin, un dialogue respectueux et constructif s'impose avec les forces sociales, morales, politiques qui ne nient pas, a priori, l'importance de la biodiversité. En revanche, sans pusillanimité, de manière forte et claire, nous condamnons les ennemis de la terre, ceux qui tuent, polluent, spéculent, dévastent par cupidité.

Ainsi, entre autres, la chasse, la torture tauromachique, la vivisection, la captivité de la faune sauvage ne méritent nullement d'être réformées, limitées, contrôlées mais doivent être abolies comme incompatibles avec l'approche écologique du vivant.

Culturellement, nous constatons l'émergence, en Europe du moins, d'une majorité de citoyens proches de ces valeurs et réceptifs à l'éthique écologiste.

Politiquement, en revanche, les ennemis de la terre figent les structures étatiques sur des positions archaïques, en décalage avec les aspirations des citoyens à plus de respect du vivant. Aussi, notre rôle est-il de faire comprendre aux citoyens en général, aux militants de la cause naturaliste, animale, écologique en particulier, que les résultats de leurs combats se jouent d'abord sur la scène politique. Cette vision du monde impose de profonds changements à notre vie politique (organisation de référendums d'initiative populaire, garants d'une vraie démocratie participative, suppression du Sénat, corps agro-cynégétique inutile et réactionnaire...)

Pourquoi une écologie radicale ?

L'écologie radicale ou profonde (deep ecology dans les pays anglo-saxons) ne confond pas la nature avec "l'environnement" de l'homme, lequel, dans l'écosystème global, n'est qu'une espèce animale parmi les autres. Elle ne se prononce donc pas pour le "développement durable" ni pour "l'agriculture raisonnée". Elle n'entend pas trouver un moyen terme entre les nécessités du productivisme et la nature, car il n'y en a pas. Son objectif n'est pas de ralentir la destruction du monde mais d'y mettre fin.

Contrairement à l'écologie superficielle ("l'environnementalisme") l'écologie radicale veut traiter les problèmes à la racine (du latin radicalis, relatif à la racine), dans leurs causes, et ne cherche pas à en atténuer les effets.

Il ne s'agit pas, par exemple, de trouver le meilleur moyen de lutter contre les marées noires mais d'en finir avec des modes d'énergies nocifs pour la planète.

Les demi-mesures et les moyens termes ne sont pas notre fort. Tout compromis qui consiste à céder une partie de ce qu'on voulait défendre, et une autre encore quelques temps plus tard revient à une défaite lente. Toute écologie véritable est radicale dans la mesure où elle implique non des aménagements mais des changements profonds et rapides.

On peut donc aussi parler d'écologie révolutionnaire permettant à chacun de lier la théorie et la pratique, d'accorder ses actes et ses idées et d'aller jusqu'au bout de sa pensée.

Est-ce pour cela que ses ennemis, confondant ainsi cohérence et fanatisme, dénoncent en tout

écologiste éthique un "Khmer vert", un intégriste ?

L'écologie profonde a été théorisée dès 1973 par le philosophe norvégien Arne Naess.

Voici comment il la résume en huit points :

1°) Le bien-être et l'épanouissement de la vie humaine et non humaine sur Terre ont une valeur en eux-mêmes, indépendamment de l'utilité que peut représenter le monde non humain pour les humains.

2°) La diversité des formes de vie est une valeur en elle-même.

3°) Les êtres humains n'ont pas le droit de réduire cette richesse et cette diversité.

4°) L'épanouissement de la vie et des cultures humaines est compatible avec une diminution significative de la population humaine.

5°) L'interférence des hommes avec le monde non humain est excessive et s'aggrave.

6°) Les politiques doivent changer profondément sur le plan des structures économiques, technologiques et idéologiques.

7°) Le principal changement consiste à valoriser la qualité de la vie et non à promouvoir un niveau de vie supérieur.

8°) Ceux qui adhèrent aux points précités ont obligation directe ou indirecte de travailler à ces changements.

Un objectif emblématique : abolir la chasse

Concevrait-on que les ennemis de l'esclavage aient commencé par réclamer des dimanches sans esclavage, 30 cm de chaîne en plus ou la diminution du nombre d'esclaves ? C'est pourtant ce qui se passe avec la chasse en France puisque la plupart de ceux qu'on appelle trop généreusement "anti-chasse" ne demandent que de limiter la chasse dans le temps, l'espace ou le nombre d'espèces, comme si cette pratique était indispensable à notre survie. Contrairement à ce que prétendent les chasseurs, l'abolition pure et simple de la chasse est possible. Il est étrange que cette abolition ne soit réclamée par aucune fraction de l'opinion, plus résignée que convaincue, comme si la chasse était une fatalité.

Non seulement la disparition de la chasse à courre ou à pied, à l'arc ou au fusil, du piégeage, du déterrage et du reste ne causerait aucun dommage mais elle n'aurait que des conséquences bénéfiques, sur la nature comme sur la société, et même sur l'économie, car la chasse coûte cher aux contribuables. Contrairement à ce que prétend la propagande cynégétique, toutes les activités commerciales liées à la chasse sont déficitaires. La disparition de cette activité n'entraînerait donc ni chômage ni perte financière. La protection des espèces et la chasse sont incompatibles. La chasse est la cause directe de l'extinction d'un tiers des espèces disparues.

L'abolition de la chasse doit donc nécessairement s'accompagner de la restauration des équilibres naturels, avec une multiplication d'espaces sauvages. Elle implique une autre gestion des parcs nationaux, des parcs régionaux, des espaces Natura 2000, des réserves dites de "chasse" et des réserves volontaires avec, en particulier, la création de couloirs de communication, véritables corridors écologiques pour la faune.

Ainsi, la France redeviendrait un territoire propice à la vie sauvage et à la préservation des paysages. L'abolition implique aussi que les équilibres faunistiques soient favorisés (rapport entre les herbivores et les plantes, entre les prédateurs et leurs proies). Les carnivores sauvages ne se multiplient qu'en fonction des ressources du territoire. Ils ne risquent pas de "proliférer". Cette politique protectrice mettrait un terme au massacre de la faune sauvage et à la désastreuse politique des "lâchers".

En attendant cette restauration, qui ne peut se faire du jour au lendemain, la régulation doit rester l'affaire des pouvoirs publics et donc de gardes indépendants et assermentés, et non celle des particuliers ou des fédérations, dont l'objectif n'est pas l'équilibre de la Nature mais le plaisir de tuer. L'effectif des gardes et des techniciens de la faune sauvage doit donc être

augmenté, non seulement pour réprimer le braconnage mais pour protéger effectivement la faune et en améliorer la connaissance.

L'interdiction de la vente d'armes et la confiscation des fusils (16 millions en circulation) amélioreraient les conditions de sécurité. Les accidents de chasse disparaîtraient nécessairement, les promenades en forêt en seraient rendues possibles. La sécurité n'aurait qu'à y gagner car la majorité des crimes sont commis avec des armes de chasse, et par des chasseurs, accoutumés à l'acte de tuer. Les milices de chasseurs agressives en tenue kaki s'effaceraient des campagnes et ne donneraient plus lieu à des conflits.

Cette interdiction représenterait encore et surtout un progrès moral dans la mesure où elle proscrirait les pratiques violentes et le goût de tuer.

Pour certains esprits conformistes et paresseux, il peut apparaître, en effet, bien secondaire de parler de ce loisir dont la disparition semble d'ailleurs programmée par l'inexorable réduction du nombre de ses pratiquants.

Le fond tient à ceci : la chasse est emblématique. C'est la mort loisir, le plaisir de tuer, une école de violence, une proclamation du mépris radical de la souffrance et de la vie.

L'abolition des jeux du cirque ou de la peine de mort apparaît aujourd'hui comme un progrès. L'abolition des corridas, mort et torture spectaculaires, des combats de chiens ou de coqs ou de l'expérimentation animale le serait aussi, de même que les spectacles de cirque, les zoos autres que strictement conservatoires et axés sur le bien-être animal, les delphinariums, la vente illégale ou légale d'animaux par les trafiquants non réprimés comme par les animaleries.

La chasse est interdite depuis une trentaine d'années en Inde et dans tout le sous-continent indien, en Afrique de l'Est, et même, en Europe, dans le canton de Genève. Elle est marginale dans les Pays-Bas. Tous ceux qui ont pu visiter ces pays ont vu qu'aucun déséquilibre ne résultait de l'interdiction de chasser.

L'objectif d'un militant écologiste doit donc bien être l'abolition à court terme de toute forme de chasse et de piégeage. Il faut mettre un terme définitif à la guerre contre les animaux.

Pour résumer, les raisons d'abolir la chasse sont donc d'ordre :

Manifeste pour une Ecologie Ethique et Radicale

Écrit par cvn

Samedi, 14 Janvier 2012 20:24 - Mis à jour Dimanche, 22 Janvier 2012 15:23

- écologique (protection des espèces, pollution par le plomb et le plastique des cartouches, restauration des équilibres naturels, partage des espaces);
- éthique (répression des pulsions de violence, réconciliation des hommes et des animaux);
- sécuritaire (accidents de chasse, pacification des campagnes, limitation des crimes et des armes);
- politique (disparition d'un lobby populiste hérité de Vichy, concepteur par ordonnance du 28 juin 1941 des fédérations départementales des chasseurs, séparation de la chasse et de l'Etat).

En avril 2004, la Convention Vie et Nature a fait réaliser par l'IFOP un sondage sur un échantillon de plus de 1000 français âgés d'au moins quinze ans. 47 % d'entre eux se prononcent pour l'abolition de la chasse en France.

Une nouvelle économie

L'économisme, c'est-à-dire la religion ou le dogme du tout-économique, dirige actuellement le monde. Tel est le principe de l'ultra-libéralisme arrogant et triomphant qui fait confiance au marché, et à lui seul, en cherche constamment de nouveaux, au point que l'Etat n'apparaît plus que comme une contrainte, le monde comme une marchandise, les hommes comme un troupeau, les animaux comme des objets.

Ce principe est fondé principalement sur les notions de développement (durable ou pas), de croissance, de consommation et sur la concurrence.

Toutes ces valeurs sont considérées comme transcendantes et indiscutables.

Il s'agit en fait de concepts purement idéologiques, véhiculés par tous les pouvoirs, qui vont répétant qu'il n'y a aucune alternative au système mercantile, et par l'OMC, la grande Eglise du commerce mondialisé.

L'économisme organise à grande échelle le saccage de la Terre. Aucune pensée écologique ne peut se dispenser de repenser l'économie actuelle et de proposer une ou des alternatives.

La concurrence internationale fondée sur la maîtrise des coûts et la recherche des prix les plus bas favorise la délocalisation de la production vers les pays à salaires inférieurs et imposant les pires conditions sociales. Elle organise la pauvreté, les atteintes à la nature, la mauvaise qualité des produits. Que chaque pays soit contraint de faire mieux, plus vite et moins cher que tous les autres est non seulement absurde mais impossible. Un paysan du Sahel muni d'une houe ne peut entrer en concurrence avec un fermier du Midwest à la tête d'un escadron de tracteurs. Inversement, un salarié occidental, doté de droits et de garanties ne peut pas rivaliser en coût de production, avec un semi-esclave d'un Etat totalitaire.

Cette logique de guerre génère nécessairement des vainqueurs et des vaincus, favorise la cruauté dans les rapports et organise la course au pire. Le commerce international ne devrait concerner que ce qui ne peut être produit sur place. Les échanges s'effectueraient alors non plus selon la seule logique du marché mais et avant tout en fonction de critères moraux : politiques (droits de l'homme, conflits militaires, corruptions), sociaux (droit de grève, retraite, conditions de travail, salaire, travail des enfants) environnementaux (respect de la biodiversité, renouvellement des ressources).

Une fiscalité protectrice de ces droits devrait être instaurée aux frontières de l'Europe, frontières non pas fermées aux produits chinois, indiens, ou autres, mais socialement et écologiquement "contrôlées" pour combattre la course au pire disant.

Les entreprises privées ne dépasseront jamais la simple et cruelle logique du profit. Elles ne créent richesses et emplois que si cela génère du profit.

Pour faire prévaloir un minimum de conscience éthique et citoyenne, restent la politique et l'Etat.

Cela implique qu'on mette un terme au gaspillage, à la consommation effrénée de produits condamnés au renouvellement perpétuel, à leur multiplication vaine, au fétichisme de la marchandise, à la prolifération des intermédiaires et des transporteurs.

Tous les habitants de la Terre ne peuvent consommer comme des Américains !

Contre l'abondance de produits inutiles, la banalisation ("démocratisation", dit le marché) du

Manifeste pour une Ecologie Ethique et Radicale

Écrit par cvn

Samedi, 14 Janvier 2012 20:24 - Mis à jour Dimanche, 22 Janvier 2012 15:23

luxe, l'abrutissement causé par la publicité comme propagande mercantile, il faut penser à une façon plus responsable de consommer ce qui est utile. Limiter ses besoins n'est en rien une pauvreté mais plutôt une tempérance bénéfique à la santé des individus, à leur économie personnelle, comme à la survie de la planète : satisfaire les besoins sans en créer, établir un minimum de partage et d'équité entre les nations et les cultures est fondamental.

Il n'y a aucune nécessité à manger de la viande, à trouver partout des oranges en été ou des fraises en hiver, à changer d'ordinateur tous les trois ans.

Contre l'obésité galopante, le gaspillage, la standardisation des cultures (cuisine, vêtements, architecture), l'industrialisation fanatique, l'agriculture forcée, la consommation obsessionnelle, la goinfrerie officielle, on devrait pouvoir parler, sans épouvanter personne, du cauchemar de l'économisme : une nouvelle frugalité, nullement exclusive de l'hédonisme est tout à fait souhaitable et possible.

Le bonheur, la satiété, la couverture des besoins sont des objectifs impérieux mais totalement étrangers aux gaspillages et à la débauche de biens provoqués par des ploutocrates accapareurs, avides, et suffisamment stupides pour faire une idéologie de leur course suicidaire à l'abîme.

Considérer que tout doit croître et se développer indéfiniment est une absurdité : il ne saurait y avoir de croissance infinie sur une planète finie. Mais l'équilibre ne saurait être confondu avec l'immobilité. Il s'agit d'instaurer une évolution dynamique qui s'adapte en permanence aux nouvelles conditions au fur et à mesure qu'elles changent (la demande, les conditions climatiques, les saisons, la population, etc.).

Lorsqu'on aura cessé de confondre les stocks et les flux, renoncé à la rupture des régulations et à l'augmentation et à l'augmentations des rejets, à la spéculation sur les matières premières, on pourra espérer qu'une stabilité nouvelle gagne l'énergie. Pour que l'économie politique redevienne une branche constructive et non destructive de l'activité humaine, elle doit viser la bioéconomie, se fonder sur les besoins réels des hommes, sur les capacités et les principes naturels de la vie, sans les forcer ou les artificialiser, et en finir avec le productivisme.

Les régimes totalitaires violaient les consciences de leurs opposants, usant au besoin de la

prison et de la déportation.

Les démocraties ploutocratiques manipulent l'opinion par son conditionnement contrôlé. Le libéralisme va échouer parce qu'il fait de la cupidité humaine son seul ressort et que celui-ci va trouver ses limites naturelles.

L'écologie éthique propose une synthèse entre une économie de liberté et une économie régulée pour protéger l'arbre, l'animal et l'homme, pour sauver tout simplement la vie.

La démographie mondiale

Parmi les innombrables problèmes qu'une république écologique devrait tenter de résoudre, quelques-uns ont une importance emblématique. L'explosion démographique est la grande responsable des risques actuels, dans la mesure où elle les aggrave et les multiplie tous. Les primes à la natalité sont une aberration.

Pour les démographes, éminents scientifiques mais animés d'anthropocentrisme avéré, la croissance de la population humaine devrait se poursuivre mais se ralentir. Pour eux il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Quelle place l'homme laissera-t-il aux autres formes de vie ?

En France les "exploitants agricoles" subventionnés des Alpes et de Pyrénées ne supportent pas la présence de quelques loups et ours, malgré l'octroi d'aides financières substantielles en compensation.

Comment des foules de plus en plus nombreuses et réduites à la misère pourront-elles cohabiter en Afrique avec les éléphants et rhinocéros, en Inde avec les tigres, en Indonésie avec les grands singes .

Peut-on moralement admettre que la terre devienne une vaste mégalopole surpeuplée, polluée, ravagée ?

Qualité ici ne saurait rimer avec quantité.

Nous voulons des hommes plus heureux, donc moins nombreux.

L'Europe

L'Europe, qui est née au nom de la paix, semble trop souvent se constituer seulement en puissance économique.

Cela tient au fait que les forces politiques libérales et conservatrices dominantes ont imposé leurs dogmes de la concurrence salvatrice, du Marché roi, de l'entreprise privée panacée contre tous les maux.

Il appartient démocratiquement, au peuple européen de se doter d'autres dirigeants moins zéloteurs de la compétition qui écrase.

L'Europe doit se construire désormais dans les domaines éthique, social, écologique, donc politique.

Une réorientation de l'Europe non vers les valeurs du marché mais vers celles des Droits de l'Homme, de la protection sociale, de la préservation de la Nature, de la diversité culturelle donnerait à cet espace politique en gestation un nouvel élan.

Un Etat est la rencontre d'un territoire, d'un peuple et d'un socle de valeurs communes.

Les valeurs spécifiques de l'Europe sont la laïcité, la démocratie,, les Droits de l'Homme politiques et sociaux et les Droits du Vivant, c'est à dire le respect de l'animal et de la Nature.

L'agrobiologie, la pêche...

L'agriculture doit également se réorienter vers l'agrobiologie, en fonction de la qualité des cultures, du respect de la terre et des animaux, de la dignité des paysans, qui doivent pouvoir vivre de ce qu'ils produisent et non de primes et de quotas fixés selon de pseudo-critères. La prime au maïs irrigué et traité plutôt qu'à l'herbe est une autre aberration.

Il est urgent de proposer aux marins pêcheurs une alternative à la surpêche, sauf à provoquer la mort des océans...

Droits de l'Homme et Droits du Vivant

Les contempteurs de l'écologie, sans crainte d'être contredits en ce pays, ont gravement

travesti la pensée écologiste pour vendre du papier et invectiver aisément.

De prétendus et proclamés philosophes ont ironisé sur la reconnaissance d'un droit pour les animaux, la nature, les éléments géologiques comme les montagnes et la mer. Ils ont rappelé les procès médiévaux faits aux charançons, aux porcs, aux chevaux auteurs de dommages.

Tout ceci procède d'une grave confusion.

L'homme doit jouir de droits fondamentaux et de la liberté que commencent à lui garantir, dans certaines sociétés privilégiées contemporaines, des conventions internationales et des cours de justice globalement indépendantes, impartiales et rigoureuses.

Seul l'homme peut prétendre à ces droits civils et politiques.

Loin de les remettre en cause, l'écologie fondamentale se doit de les amplifier, de les protéger, notamment contre l'arbitraire des puissances économiques.

Quant aux animaux, ils n'attendent nullement de l'homme la reconnaissance de droits subjectifs.

Ce qu'impose la reconnaissance du caractère sensible de l'animal est le droit de ne pas être soumis à la violence, à la cruauté, aux mauvais traitements.

Les codes contemporains l'énoncent d'ailleurs déjà, mais en assortissant le principe de tant d'exceptions que la dérogation devient la règle.

Dire que l'animal ne doit pas être soumis à la violence, à la cruauté, aux mauvais traitements et que ressentant le principe de plaisir/déplaisir, il doit être respecté dans sa sensibilité revient à abolir la chasse, la torture tauromachique, tous les jeux et spectacles impliquant la souffrance, ainsi que les modes d'élevage, de transport, de détention des animaux, incompatibles avec ces impératifs.

Peut-on dire que la montagne, la forêt, l'océan ont des droits ? Non, si le droit s'entend d'une prérogative d'action en vue de défendre des intérêts.

Oui, si le droit est celui d'exister et de ne pas être voué à l'anéantissement.

Nous sommes bien loin des procès obscurantistes intentés par l'Eglise au Moyen-Âge à des charançons ou à une truie.

N'en déplaise aux détracteurs de l'écologie, celle-ci n'est ni un obscurantisme, ni une régression morale et intellectuelle.

En élargissant le cercle de l'empathie, elle ajoute, sans retrancher du Droit, de la sensibilité, de la bienveillance au monde.

Mode de pensée et mode de vie :
biocentrisme et écologie éthique

L'écologie est nécessairement une pensée globale. Les problèmes écologiques sont d'intérêt général et d'ordre planétaire et ne pourront être résolus que de manière planétaire.

Il est urgent de travailler à la constitution d'une autorité supra nationale, une sorte d'ONU ayant pouvoir de fixer de nouvelles règles pour le bien public planétaire et d'infliger éventuellement des sanctions aux états voyous massacrant la nature.

Demain, peut-être, une agriculture biologique, des énergies renouvelables, une architecture plus accordée à la nature donneront à la Terre une nouvelle chance.

Un profond changements des comportements et des mentalités, des modes de production et des idéologies passe par la politique et ne peut se dispenser d'une refonte des institutions.

Une véritable démocratie devrait s'appuyer sur des référendums d'initiative populaire, sur la responsabilité des élus devant leurs électeurs, sur la suppression d'un Sénat réactionnaire, représentatif d'une fraction conservatrice de la société, et d'inutiles instances territoriales.

Une véritable démocratie devrait s'appuyer sur un réel pouvoir donné aux citoyens lors des enquêtes d'utilité publique réorientées vers la protection de la Nature et non vers

"l'aménagement du territoire" à coups d'autoroutes, de ronds-points, de zones artisanales ou industrielles, de "plates-formes interactives plurimodales", vers la limitation du pouvoir des multinationales, des lobbies, des féodalités locales, et contre l'appropriation d'une nature qui vaut par elle-même.

Loin de l'anthropocentrisme ravageur, loin du scientisme autant que du goût de l'ignorance, contre le fantisme religieux, économique ou idéologique, refusant les identités meurtrières héritées d'un passé ténébreux, les écologistes éthiques font le choix du vivant, de la biodiversité, de la réconciliation mais aussi de la responsabilité et de la fermeté.

Le crime contre la nature est aussi un crime contre l'espèce humaine (l'Humanité) et mérite d'être considéré comme tel. Toute contribution directe ou indirecte à la disparition d'une espèce, à la destruction d'un paysage, à l'épuisement d'une ressource, à une grave pollution ou à une modification importante des phénomènes naturels, comme le climat, la couche d'ozone ou le cours des fleuves, est un crime contre la Nature.

Des objectifs prioritaires :

abolir la chasse, la tauromachie, placer 20 % des territoires en réserves de biosphère, créer des

Manifeste pour une Ecologie Ethique et Radicale

Écrit par cvn

Samedi, 14 Janvier 2012 20:24 - Mis à jour Dimanche, 22 Janvier 2012 15:23

corridors écologiques pour assurer la circulation des animaux, stopper la prolifération autoroutière en imposant le ferroutage pour tout transport de marchandises sur plus de cinq cents kilomètres, subventionner l'agriculture biologique, taxer les produits phytosanitaires et retirer ceux compromettant la vie et dans le même temps, maintenir des services publics en dehors du secteur marchand et de la loi de la rentabilité, encourager la recherche scientifique fondamentale, réduire les écarts sociaux en constante aggravation, garantir la liberté de pensée et d'expression face à tous les fascismes, modifier le mode de désignation des parlementaires pour rétablir la démocratie par la proportionnelle intégrale, conférer au Parlement Européen un pouvoir législatif effectif, refuser la monétarisation de l'économie pour que le Vivant passe avant le Marché et ses lois.

Les écologistes éthiques ont obligation à devenir les acteurs convaincus et déterminés d'une pérennisation de la richesse et de la diversité du vivant.

A la fois en rupture avec les idéologies du théocentrisme et de l'anthropocentrisme, radicalement novateurs, ils n'en sont pas moins les héritiers des femmes et des hommes de mieux qui, à travers l'Histoire, militèrent pour le grand progrès : celui de la sensibilité et du respect de l'autre.

TEXTE COLLECTIF